

Oui à l'équité :

37,5 d'annuités pour tous !

Dans son entreprise **de destruction des acquis de la classe ouvrière**, le système capitaliste mandate une fois de plus l'Etat pour mener une nouvelle offensive : l'annonce par le Premier ministre Fillon d'une « réforme » des régimes spéciaux de retraite (SNCF, RATP, EDF-GDF, clercs de notaires, marins, mineurs, membres de la Comédie Française...) constitue une étape décisive dans la marche vers **la création d'un esclavage moderne**.

Précédée par les ordonnances Balladur d'août 1993, qui portaient à 40 ans la durée de cotisation dans le secteur privée, et par la loi de 2003 du même Fillon, qui prévoyait l'alignement du public sur le privé et l'allongement progressif à 41, 42 annuités, cette mesure serait prise par souci « d'équité »!

Equité ? Omettant de mettre en avant les régimes spéciaux des ministres, députés, sénateurs ou autres agents de la paix sociale tel les soldats, gendarmes ou présidents de la République, le gouvernement jette à la vindicte populaire les ouvriers et employés qui, par leurs luttes, ont réussi à conserver quelques acquis sociaux, issus de la reconnaissance de la pénibilité de leur travail. Mais est-ce **en nivelant les droits sociaux des classes populaires par le bas**, tout en favorisant les patrons, les dirigeants et les forces de répression, que l'on arrivera à une société plus égalitaire ?

Leur argumentation principale se fonde sur un postulat financier saturé de catastrophisme, à savoir qu'à moyen terme le déficit des caisses de retraite sera tel qu'il s'avèrera impossible d'assurer le niveau des pensions qui prévaut actuellement (la réforme doit amplifier la baisse des pensions et rendre indispensable la retraite par capitalisation et le recours aux fonds de pension). Mais, pour ne prendre que cet exemple, le retour aux 37,5 annuités pour tous public et privé représente une somme de 6,5 milliards d'euros par an, exactement dix fois moins que les exonérations patronales et nettement moins aussi que les 40 milliards annuels d'évasion fiscale (sans parler des 200 milliards engloutis par la banque centrale européenne cet été pour faire face au crash boursier immobilier des USA). **Le fric existe et il va falloir aller le chercher.**

Il est impératif de réaliser au plus tôt l'unité de tout les travailleurs et éviter la division et la dispersion des luttes que recherche le gouvernement en opposant les salariés entre eux au nom d'une équité, qui consiste à l'alignement de tous et de toutes sur le pire.

Si l'on ajoute à cela la loi cadre sur le service minimum adoptée cet été, la réforme des universités en cours et la loi anti-immigrés, **c'est un champ de ruines sociales** qui se dessine clairement dans les mois qui viennent.

Le 18 octobre peut être le point de départ de convergence des luttes pour réaliser le front commun des salariés contre les diktats de l'Etat et du patronat. Parce que nous voulons partager les richesses et pas la misère, parce que nous luttons pour une véritable égalité économique et sociale et non pas l'équité capitaliste, **les anarchistes appellent à la solidarité et à l'unité de tous dans la lutte et dans la grève.** Nous voulons construire un mouvement social autonome basé sur des principes **d'autogestion, de fédéralisme et d'action directe**, afin de se réapproprié une fois pour toutes le contrôle de nos vies.

Groupe Gard-Vaucluse de la Fédération Anarchiste

c/o AGDIR BP.5018 -30900 Nîmes

www.fa-30-84.org

